

ARRÊTÉ ROYAL FIXANT LES CONDITIONS D'AGRÉMENT ET LE FONCTIONNEMENT DU BUREAU BELGE ET DU FONDS COMMUN DE GARANTIE

(M.B., 17 octobre 2003 (deuxième éd.))

CHAPITRE 1^{er} - Dispositions introductives

Article 1^{er}

Au sens du présent arrêté, on entend par :

1°) « la loi » : la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs ;

2°) « la loi de contrôle » : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance ;

3°) « le Ministre » : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

4°) « la [Commission bancaire, financière et des assurances] » : la [Commission bancaire, financière et des assurances], visée à l'article 80 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ;

5°) « le Fonds » : le Fonds commun de garantie visé à l'article 19bis-2 de la loi ;

6°) « le Bureau » ; le Bureau, visé à l'article 19bis-1 de la loi.

Al. unique, 4°) modifié par l'art. 33 de l'A.R. du 25 mars 2003 (M.B., 31 mars 2003 (deuxième éd.)) en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (art. 47).

CHAPITRE II – Des conditions d'agrément du Bureau et du Fonds

Article 2

L'agrément du Bureau et du Fonds est soumis aux conditions prévues par le présent chapitre. Néanmoins, les agréments octroyés en application de l'article royal du 16 décembre 1981 portant mise en vigueur et exécution des articles 79 et 80 de la loi de contrôle restent valables jusqu'à l'adaptation des statuts des organismes visés aux conditions prévues par le présent chapitre. L'agrément tient lieu d'application des statuts de la personne morale agréée. La modification des statuts est soumise à notre approbation.

Article 3

§1^{er}. La requête en agrément peut uniquement être introduite par des personnes morales qui, au plus tard à la date de l'introduction de la requête, ont été constituées sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une entreprise mutuelle d'assurances.

§2. La requête au fin d'agrément est adressée en double exemplaire et par lettre recommandée à la poste à la [Commission bancaire, financière et des assurances]. La date du cachet de la poste est considérée comme date d'introduction de la requête. La [Commission bancaire, financière et des assurances] transmet la requête au Ministre en y joignant son avis. La requête est signée par l'organe compétent ou par une ou plusieurs personnes, habilitées à cette fin.

§3. La requête doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1° les statuts ; lorsqu'une association mutuelle d'assurance demande à être agréée, sa requête ne peut être prise en considération que si ses statuts mentionnent les éléments indiqués à l'article 11 de la loi de contrôle ;

2° le nom, prénom, domicile, résidence, profession et nationalité des administrateurs et des personnes chargées de la gestion du Bureau et du Fonds ;

3° le montant du fonds social, ainsi que la partie de celui-ci qui a déjà été versée ;

4° le programme d'activité, comportant tous les éléments techniques et financiers relatifs à la mission légale du Bureau et du Fonds, ainsi qu'à l'installation des services administratifs ;

5° les prévisions de frais d'installations des services administratifs ;

6° pour les trois premiers exercices sociaux, les prévisions relatives :

- a) aux frais de gestion autres que les frais d'installation, notamment les frais généraux courants ;
- b) aux sinistres ;
- c) à la situation de trésorerie.

§ 2 modifié par l'art. 33 de l'A.R. du 25 mars 2003 (M.B., 31 mars 2003 (deuxième éd.)), en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (art. 47).

CHAPITRE III - Fonctionnement et contrôle

Article 4

§ 1^{er}. Le Fonds est tenu de calculer et de comptabiliser sous le nom de « provisions pour sinistres » les obligations qui lui incombent pour l'exécution de sa mission légale.

L'article 11 de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et applicable par analogie au Fonds.

§ 2. A tout moment, le Fonds doit être en mesure de déterminer la part incombant aux associés dans la provision pour sinistres ; il leur en communique le montant au moins une fois par an.

§ 3. Quand à la part qui leur incombe dans la provision pour sinistres du Fonds, les associés sont tenus de se conformer aux dispositions de l'article 16 de la loi de contrôle.

§ 4. Le Bureau n'est tenu de respecter les obligations visées au § 1 à 3 du présent article qu'en ce qui concerne les sinistres à régler survenus soit en Belgique, soit en dehors du territoire belge et qui demeurent à sa charge en vertu des conventions signées avec d'autres bureaux.

Article 5

Le Bureau et le Fonds doivent tenir une liste, un fichier ou tout autre répertoire des sinistres.

Article 6

Les documents relatifs aux sinistres survenus sont conservés, soit au siège social du Bureau ou du Fonds, soit en tout autre lieu préalablement agréé par la [Commission bancaire, financière et des assurances].

Sur simple demande de la [Commission bancaire, financière et des assurances], le Bureau et le Fonds sont tenus de fournir tous renseignements et de délivrer tous documents qui sont nécessaires à l'exécution de sa mission.

La [Commission bancaire, financière et des assurances] peut, au siège du Bureau ou du Fonds, prendre connaissance de tous livres, pièces comptables et autres documents ainsi que procéder à toutes investigations relatives à la situation financière et aux activités du Bureau ou du Fonds. La [Commission bancaire, financière et des assurances] peut, pour l'exécution des deux alinéas précédents, déléguer des fonctionnaires de son administration ou des experts indépendants mandatés à cet effet, qui lui font rapport.

Les dispositions des quatre premiers alinéas sont également d'application aux entreprises qui sont membres du Bureau et aux entreprises spécialisées dans le traitement et le règlement des dossiers de sinistres dans la mesure où elles font la gestion ou le traitement des dossiers à la place du Bureau.

Modifié par l'art. 33 de l'A.R. du 25 mars 2003 (M.B., 31 mars 2003 (deuxième éd.)), en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (art. 47).

Article 7

§ 1^{er}. Le Bureau et le Fonds communiquent à la [Commission bancaire, financière et des assurances] au moins trois semaines avant la réunion de l'assemblée générale ou, à son défaut, de l'organe de décision, par lettre recommandée les projets de comptes annuels et des modifications des statuts ainsi que les décisions qu'ils se proposent de prendre lors de cette réunion et qui

peuvent avoir une incidence sur leur mission légale. La date du cachet de la poste est considérée comme date de la communication.

La [Commission bancaire, financière et des assurances] peut exiger que les observations qu'il formule concernant ces projets soient portées à la connaissance de l'assemblée générale ou, à son défaut, de l'organe de décision du Bureau ou du Fonds.

Ces observations et les réponses qui y sont apportées doivent figurer au procès-verbal.

§ 2. Le Bureau et le Fonds communiquent à la [Commission bancaire, financière et des assurances] dans le mois suivant leur approbation par l'assemblée générale ou, à son défaut, par l'organe de décision, par lettre recommandée les modifications des statuts ainsi que les décisions qui peuvent avoir une incidence sur leur mission légale. La date du cachet de la poste est considérée comme la date de la communication.

La [Commission bancaire, financière et des assurances] s'oppose, dans le délai maximum de deux mois, à partir de la date où il en a eu connaissance par décision motivée et par lettre recommandée à l'exécution de toutes décisions visées à l'alinéa premier de ce paragraphe, qui violeraient les articles de la loi et de la loi de contrôle, les dispositions du présent arrêté, les dispositions législatives en vertu desquelles la personne morale agréée jouit de la personnalité civile ou ses statuts et en informe le Ministre. La date du cachet de la poste est considérée comme la date de l'opposition.

§ 1^{er} et 2 modifiés par l'art. 33 de l'A.R. du 25 mars 2003 (M.B., 31 mars 2003 (deuxième éd.)), en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (art. 47).

Article 8

§ 1^{er}. Sauf application de l'article 7 du présent arrêté, toutes modifications à l'organisation financière ou administrative, notamment celles qui concernent les éléments visés à l'article 3, § 3, 2^o, doivent être communiquées à la [Commission bancaire, financière et des assurances] dans le délai d'un mois.

La [Commission bancaire, financière et des assurances] envoie au Ministre, dans les plus brefs délais et au plus tard trente jours après leur réception, les modifications des statuts qui doivent être soumises à l'approbation du Roi en y joignant son avis motivé.

§ 2. Le Bureau et le Fonds communiquent à la [Commission bancaire, financière et des assurances] au plus tard le 30 juin de chaque année par lettre recommandée un compte-rendu de leur activité. La date du cachet de la poste est considérée comme la date de la communication. La [Commission bancaire, financière et des assurances] en informe le Ministre.

§ 3. Sauf application de l'article 7 du présent arrêté, tous projets de modifications aux conditions d'exploitation notamment, ceux qui concernent les conditions visées à l'article 3, § 3, 4^o, doivent être communiqués à la [Commission bancaire, financière et des assurances] par lettre recommandée. La date du cachet de la poste est considérée comme date de la communication. La [Commission bancaire, financière et des assurances] s'oppose à ces projets lorsqu'ils sont contraires à la loi, à la loi de contrôle ou au présent arrêté et en informe le Ministre. La [Commission bancaire, financière et des assurances] doit notifier par lettre recommandée au Bureau ou au Fonds son opposition ou son assentiment dans le délai d'un mois, à partir de cette communication. La date du cachet de la poste est considérée comme la date de la communication. Les projets qui n'ont pas fait l'objet d'une notification de la part de la

[Commission bancaire, financière et des assurances] dans ce délai, peuvent être mis en application.

§ 1^{er} à 3 modifiés par l'art. 33 de l'A.R. du 25 mars 2003 (M.B., 31 mars 2003 (deuxième éd.)), en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (art. 47).

Article 9

§ 1^{er}. Le Bureau ou le Fonds ainsi que le représentant du Ministre peuvent introduire un recours auprès du Ministre contre l'opposition formée par la [Commission bancaire, financière et des assurances] en application de l'article 8, § 3, et contre le refus de la même [Commission bancaire, financière et des assurances] d'approuver la désignation du commissaire, visé à l'article 10.

§ 2. Le représentant du Ministre, peut en outre introduire un recours auprès du Ministre à défaut d'opposition au sens de l'article 8, § 3, ou contre l'approbation de la désignation du commissaire, visé à l'article 10.

§ 3. Le recours doit être motivé et être introduit par lettre recommandée dans les quinze jours de la notification de l'opposition, du refus ou de l'approbation visés au § 1^{er} et 2, ou à l'expiration du délai dans lequel la [Commission bancaire, financière et des assurances] aurait dû former opposition. La date du cachet de la poste est considérée comme la date du recours.

§ 4. Le recours n'est pas suspensif.

§ 1^{er} et 3 modifiés par l'art. 33 de l'A.R. du 25 mars 2003 (M.B., 31 mars 2003 (deuxième éd.)), en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (art. 47).

Article 10

Les articles 38 à 40 de la loi de contrôle sont d'application par analogie au Fonds et au Bureau.

Article 11

Le Ministre désigne, auprès du conseil d'administration du Bureau et du Fonds, son représentant qui siège avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration.

Article 12

L'article 10 de la loi de contrôle et l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances, sont applicables par analogie au Bureau et au Fonds.

Article 13

Les personnes chargées de la direction effective, les gérants du Fonds, du Bureau et des entreprises visées à l'[article 6](#), alinéa 5, doivent posséder l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions.
L'[article 90](#), § 2, de la loi de contrôle est d'application au Fonds et au Bureau.

CHAPITRE IV - Mission d'information du Fonds

Article 14

Chaque demande d'information quant à un des éléments, visés à l'article 19bis-8, § 1^{er}, de la loi se fait par simple lettre adressée au Fonds.
Cette lettre comporte le nom et l'adresse du demandeur, la date de la demande et de l'accident, le lieu de l'accident et les marques d'immatriculation des véhicules concernés par cet accident de la circulation routière. En cas de désaccord quant à la date de la demande, la date de la poste fait foi.

Article 15

Le Fonds est tenu, dans les meilleurs délais et par simple lettre, adressée au demandeur, de communiquer les renseignements demandés.

Article 16

La direction de l'immatriculation auprès de l'Administration de la Circulation routière est tenu de communiquer mensuellement au Fonds la modification des données visées à l'article 19bis-6, § 1^{er}, 1^o, 4^o et 5^o, de la loi, ainsi que le numéro d'identification de l'entreprise d'assurances.

Article 17

Les entreprises d'assurances – membres du Fonds sont tenues de communiquer mensuellement au Fonds et dans la forme déterminée par celui-ci la modification des données visées à l'[article 19bis-6](#), § 1^{er}, 2^o, 3^o et 6^o, de la loi.

CHAPITRE V – Mission d'indemnisation du Fonds

Article 18

Toute personne lésée peut obtenir du Fonds la réparation des dommages causés par un véhicule automoteur dans les cas visés à l'[article 19bis-11](#) de la loi, aux conditions et selon les modalités prévues dans le présent chapitre.

Article 19

Le Fonds n'est pas tenu de réparer les dommages causés par les véhicules automoteurs visés à l'[article 10](#) de la loi lorsqu'il a été fait usage de la faculté offerte par cet article de ne pas contracter d'assurance.

Article 20

Lorsqu'à la suite d'un accident la personne lésée à l'[article 18](#) bénéficie également de prestations prévues par la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée la 14 juillet 1994, le Fonds n'est tenu d'intervenir que dans la mesure où le préjudice dépasse les prestations précitées.

La disposition de l'alinéa précédent ne préjudice pas au droit de poursuite en remboursement que l'organisme assureur possède à l'égard du Fonds en vertu de l'[article 136](#), § 2, dernier alinéa, de la loi coordonnée du 14 juillet 1994, précitée.

Article 21

Le Fonds n'est pas tenu d'indemniser :

1°) sans préjudice de l'application de l'article 29bis de la loi, la personne responsable du dommage ;

2°) lorsque l'obligation d'assurance n'a pas été respectée, le propriétaire, le conducteur, le détenteur et le preneur d'assurance du véhicule automoteur ayant soit causé le dommage, soit été impliqué ainsi que, si le propriétaire ou le détenteur du véhicule est une société, une association ou un organisme jouissant de la personnalité juridique, les administrateurs, gérants ou associés, visés à l'article 22, § 3, de la loi ; en ce qui concerne le conducteur ou le détenteur du véhicule automoteur ayant soit causé le dommage, soit été impliqué, la présente exclusion, n'est d'application que s'ils savent que l'obligation d'assurance n'a pas été respectée ;

3°) la personne qui s'est emparée par vol ou violence du véhicule automoteur ayant causé le dommage, le receleur de ce véhicule et le coauteur ou complice du vol, de la violence ou du recel ;

4°) dans les cas visés à l'article 19bis-11, § 1^{er}, 5°, 6° et 8°, de la loi les personnes exclues de l'indemnisation en vertu de la législation relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs, applicable au pays où l'accident s'est produit.

Article 22

Le Fonds n'est pas tenu d'indemniser les personnes lésées :

1°) si elles s'abstiennent de fournir les renseignements demandés par le Fonds alors qu'il est acquis que ces renseignements étaient en leur possession ;

2°) si elles ont laissé prescrire leur action contre un des auteurs responsables, y ont renoncé ou s'abstiennent d'agir contre lui lorsqu'elles en sont requises par le Fonds.

Article 23

Dans le cas visé par l'[article 19bis-11](#), § 1^{er}, 7°, de la loi, l'obligation d'indemnisation du Fonds est limitée à la réparation des dommages résultant de lésions corporelles.

Le Fonds ne répare pas les dommages dont la réparation est organisée par la [loi du 22 juillet 1985 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire](#).

Pour les accidents qui se sont produits en dehors du territoire belge et pour lesquels le Fonds est tenu de payer une indemnisation en vertu de la loi, le montant de cette indemnisation est déterminé sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs applicable au pays où l'accident s'est produit.

§ 2 et 3 abrogés par l'art. 2^{er} de l'A.R. du 5 février 2010 (M.B. 15 février 2010)

Article 24

Sauf cas de force majeure, les personnes lésées ne peuvent agir contre le Fonds pour obtenir réparation des dommages résultant de lésions corporelles que si la police a été avertie de l'accident dans les trente jours de sa survenance.

Article 25

§ 1^{er}. Sous peine de forclusion, les personnes lésées doivent, dans le délai de cinq ans à dater de l'accident, déclarer celui-ci au Fonds. Toutefois, la forclusion n'est pas encourue par celles qui n'ont pas déclaré le fait dommageable dans le délai imposé mais qui prouvent que le Fonds en avait eu connaissance autrement.

Dans le cas visé à l'[article 19bis-11](#), § 1^{er}, 1°, de la loi, ce délai ne prend cours que le jour où l'avis de la déclaration en faillite paraît au Moniteur Belge.

Dans le cas visé à l'[article 19bis-11](#), § 1^{er}, 2°, de la loi, ce délai prend cours le jour de la mise en demeure adressée par la personne lésée à l'entreprise d'assurances, débitrice des indemnités.

Lorsqu'il est dûment établi à la suite d'une procédure judiciaire ou d'une instruction pénale que l'accident est dû à un cas fortuit, ce délai ne prend cours qu'à partir du jour suivant celui où la personne lésée en a eu connaissance.

§ 2. La personne lésée agit contre le Fonds en exécution de ses obligations dans un délai de trois ans prenant cours le jour où le Fonds a notifié à cette personne sa décision concernant la demande d'indemnisation ou de remboursement.

Article 26

La déclaration du sinistre, les demandes d'indemnisation ou de remboursement et la notification par le Fonds de sa décision au sujet de la demande d'indemnisation ou de remboursement sont faites par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen équivalent.

La date du cachet de la poste est considérée comme date de la déclaration et de la notification.

CHAPITRE VI – Dispositions finales

Article 27

§ 1^{er}. Sont abrogés :

1°) l'arrêté royal du 16 décembre 1981 portant mise en vigueur et exécution des articles 79 et 80 de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance ;

2°) l'arrêté royal du 19 février 1997 portant exécution de l'article 80, § 6, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurance.

§ 2. Les réglementations visées au § 1^{er} restent cependant applicables aux accidents survenus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 28

Le présent arrêté produit ses effets le 19 janvier 2003.

Article 29

Notre Ministre de l'Economie, Notre Ministre chargée de la Mobilité et des Transports et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

KONINGLIJK BESLUIT HOUDENDE DE VASTELLING VAN DE TOELATINGSVOORWAARDEN EN DE WERKING VAN HET BELGISCH BUREAU EN HET GEMEENSCHAPPELIJK WAARBORGFONDS

(B.S., 17 oktober 2003 (tweede uitg.))

HOOFDSTUK I – Inleidende bepalingen

Artikel 1^{ste}

In dit besluit wordt bedoeld met :

1°) « de wet » : de wet van 21 november 1989 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen;

2°) « de controlewet » : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

3°) « de Minister » : de Minister bevoegd voor Economie;

4°) « de [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen] » : de [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen], bedoeld bij artikel 80 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten;

5°) « het Fonds » : het Gemeenschappelijk Waarborgfonds bedoeld bij artikel 19bis-2 van de wet;

6°) « het Bureau » : het Bureau bedoeld bij artikel 19bis-1 van de wet.

Enig lid, 4°) gewijzigd bij art. 33 K.B. 25 maart 2003 (B.S., 31 maart 2003 (tweede uitg.)), met ingang van 1 januari 2004 (art. 47).

HOOFSTUK II – Toelatingsvoorwaarden voor het Bureau en het Fonds

Artikel 2

Voor de toelating van het Bureau en het Fonds gelden de bij dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden. Evenwel blijven de toelatingen, gegeven bij toepassing van het koninklijk besluit van 16 december 1981 houdende inwerkingstelling en uitvoering van artikelen 79 en 80 van de controlewet geldig tot de aanpassing van de statuten van de betrokken organismen aan de bij dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden.

De toelating geldt als goedkeuring van de statuten van de toegelaten rechtspersoon.
De wijziging van de statuten behoeft onze goedkeuring.

Artikel 3

§1^{er}. De aanvraag tot toelating kan uitsluitend worden ingediend door rechtspersonen die ten laatste op de datum van het indienen van de aanvraag zijn opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk of in de vorm van een onderlinge verzekeringsonderneming.

§2. De aanvraag tot toelating wordt in dubbel exemplaar en bij ter post aangetekende brief, ingediend bij de [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen]. De datum van het postmerk geldt als datum van de indiening van de aanvraag. De [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen] zendt de aanvraag, voorzien van zijn advies aan de Minister toe. De aanvraag wordt ondertekend door het bevoegde orgaan of door één of meer personen die hiertoe gemachtigd zijn.

§3. Bij de aanvraag dienen de volgende inlichtingen en bescheiden te worden verstrekt :

1° de statuten; ingeval een onderlinge verzekeringsvereniging vraagt om erkent te worden ; kan haar aanvraag slechts in aanmerking worden genomen indien haar statuten de gegevens vermelden omschreven in artikel 11 van de controlewet;

2° de naam, de voornaam, woon en verblijfplaats, beroep en nationaliteit van de beheerders en van de met de bedrijfsvoering van het Bureau en het Fonds belaste personen;

3° het bedrag van het maatschappelijk fonds, alsmede het gedeelte ervan dat reeds gestort werd;

4° het programma van de werkzaamheden waarin alle technische en financiële gegevens, die betrekking hebben op de wettelijke opdracht van het Bureau en het Fonds, alsmede op de inrichting van de administratieve diensten;

5° de raming van de inrichtingskosten voor de administratieve diensten;

6° voor de eerste drie boekjaren de raming :

- a) van de beheerskosten, die geen inrichtingskosten zijn, te weten de lopende algemene kosten ;
- b) van de schadegevallen ;
- c) van de kastoestand.

§ 2 gewijzigd bij art. 33 K.B. 25 maart 2003 (B.S., 31 mars 2003 (tweede uitg.)), met ingang van 1 januari 2004 (art. 47).

HOOFDSTUK III - Werking en toezicht

Artikel 4

§ 1. Het Fonds is ertoe gehouden onder de benaming « voorziening voor te betalen schade » de verplichtingen te berekenen en te boeken die op hem rusten voor de uitvoering van zijn wettelijke opdracht.

Artikel 11 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen is van overeenkomstige toepassing op het Fonds.

§ 2. Op elk ogenblik moet het Fonds in staat zijn het aandeel te bepalen van zijn leden in de voorziening voor te betalen schaden; het deelt hun minstens eenmaal per jaar het bedrag ervan mee.

§ 3. Voor wat betreft het gedeelte dat hen ten laste valt in de voorziening voor te betalen schaden van het Fonds, zijn de leden gehouden zich te gedragen naar het voorschrift van artikel 16 van de controlewet.

§ 4. Het Bureau is er slechts toe gehouden de verplichtingen van de § 1 tot 3 van dit artikel te eerbiedigen voor wat betreft de te regelen schadegevallen die gebeurd zijn hetzij in België hetzij buiten het Belgisch grondgebied en die te zijnen laste blijven ingevolge overeenkomsten getekend met andere bureaus.

Artikel 5

Het Bureau en het Fonds houden een lijst, een kaartsysteem of enig ander repertorium van de schadegevallen bij.

Artikel 6

De bescheiden betreffende de schadegevallen worden bewaard hetzij ten maatschappelijke zetel van het Bureau en het Fonds, hetzij op elke andere plaats die door de [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen] vooraf is toegelaten.

Op enkel verzoek van de [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen], het Bureau en het Fonds ertoe gehouden alle inlichtingen te verstrekken en alle bescheiden in te leveren, die hij nodig heeft voor de uitvoering van zijn taak.

De [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen] kan in de zetel van het Bureau of het Fonds inzage nemen van alle boeken, boekingsstukken en andere bescheiden en ook alle onderzoeken doen naar de financiële toestand en de bedrijvigheid van het Bureau of het Fonds.

De [Commissie voor het Bank, Financie en Assurantiewezen] kan voor de uitvoering van de twee voorgaande leden, ambtenaren van zijn administratie of zelfstandige hiertoe gemachtigde deskundigen delegeren, die hem verslag uitbrengen.

De bepaling van de eerste vier leden zijn eveneens van toepassing op de ondernemingen die lid zijn van het Bureau en op de ondernemingen gespecialiseerd in de behandeling en afwikkeling

van schadedossiers in zoverre zij het beheer of het afhandelen van schadedossiers doen in de plaats van het Bureau.

Gewijzigd bij art. 33 K.B. 25 maart 2003 (B.S., 31 maart 2003 (tweede uitg.)), met ingang van 1 januari 2004 (art. 47).

Artikel 7

§ 1^{er}. Ten minste drie weken voor het samenkomen van de algemene vergadering of bij ontstentenis ervan, van het beslissingsorgaan, stellen het Bureau en Het Fonds de [Commissie voor het Bank, Financierie en Assurantiewezen] per aangetekend schrijven in kennis van de ontwerpen van jaarrekening en van de statutenwijzigingen, alsook van de beslissingen die zij van plan zijn van plan zijn tijdens die vergadering te nemen en die een weerslag zouden kunnen hebben op hun wettelijke opdracht. De datum van het postmerk geldt als de datum van de mededeling.

De [Commissie voor het Bank, Financierie en Assurantiewezen] ken eisen dat de door hem betreffende die ontwerpen geformuleerde opmerkingen ter kennis worden gebracht aan de algemene vergadering of, bij ontstentenis ervan, van het beslissingsorgaan van het Bureau en het Fonds.

Die opmerkingen en de antwoorden moeten in de notulen worden opgenomen.

§ 2. Binnen de maand die volgt op hun goedkeuring door de algemene vergadering of bij ontstentenis ervan, door het beslissingsorgaan, stellen het Bureau of het Fonds de [Commissie voor het Bank, Financierie en Assurantiewezen], per aangetekend schrijven in kennis van de statutenwijzigingen en van de beslissingen die een weerslag zouden kunnen hebben op hun wettelijke opdracht. De datum van het postmerk geldt als de datum van de mededeling. Binnen een termijn van ten hoogste twee maanden, te rekenen van de datum waarop hij er kennis van gekregen heet, verzet de [Commissie voor het Bank, Financierie en Assurantiewezen] zich bij een met redenen omklede beslissing, per aangetekend schrijven tegen de uitvoering van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde beslissingen die strijdig zijn met de wet en de controlewet, met de bepalingen van dit besluit, met de wetsbepalingen op grond waarvan de erkende rechtspersoon de rechtspersoonlijkheid bezit of met haar statuten en brengt de Minister op de hoogte van dit verzet. De datum van het postmerk geldt als de datum van het verzet.

§ 1 en 2 gewijzigd bij art. 33 K.B. 25 maart 2003 (B.S., 31 maart 2003 (tweede uitg.)), met ingang van 1 januari 2004 (art. 47).

Artikel 8

§ 1. Behoudens toepassing van [artikel 7](#) van dit besluit moet elke wijziging in de financiële of administratieve organisatie, inzonderheid die met betrekking tot de gegevens bedoeld in [artikel 3](#), § 3, 2^o, binnen geen termijn van één maand aan de [Commissie voor het Bank, Financierie en Assurantiewezen] worden meegedeeld.

De [Commissie voor het Bank, Financierie en Assurantiewezen] zendt zo spoedig mogelijk en uiterlijk dertig dagen na de ontvangst van de ter goedkeuring van de koning voor te leggen statutenwijzigingen deze, samen met zijn met redenen omkleed advies, aan de Minister.

§ 2. Het Bureau en het Fonds stellen uiterlijk op 30 juni van elk jaar de [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] per aangetekend schrijven in kennis van een verslag over hun activiteit. De datum van het postmerk geldt als datum van het verslag. De [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] brengt de Minister ervan op de hoogte.

§ 3. Behoudens toepassing van [artikel 7](#) van dit besluit moet elk ontwerp tot wijziging van de bedrijfsvoorwaarden, inzonderheid met betrekking tot de voorwaarden bedoeld in [artikel 3](#), § 3, 4°, aan de [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] worden meegedeeld per aangetekend schrijven. De datum van het postmerk geldt als de datum van de mededeling. De [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] verzet zich tegen die ontwerpen wanneer ze strijdig zijn met de wet, de controlewet of met dit besluit en brengt de Minister op de hoogte van dit verzet. De [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] moet aan het Bureau of het Fonds binnen een termijn van een maand, te rekenen vanaf die mededeling, per aangetekende brief zijn verzet of zijn instemming mededelen. De datum van het postmerk geldt als de datum van de mededeling. De ontwerpen waarvoor de kennisgeving door de [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] niet binnen die termijn heeft plaatsgehad, mogen toegepast worden.

§ 1 tot 3 gewijzigd bij art. 33 K.B. 25 maart 2003 (B.S., 31 maart 2003 (tweede uitg.)), met ingang van 1 januari 2004 (art. 47).

Artikel 9

§ 1^{er}. Het Bureau en het Fonds en de vertegenwoordiger van de Minister kunnen beroep instellen bij de Minister tegen het verzet dat de [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] heeft gedaan met toepassing van [artikel 8](#), § 3, en tegen de weigering om de aanwijzing van de commissaris, bedoeld in [artikel 10](#), goed te keuren.

§ 2. De vertegenwoordiger van de Minister kan bovendien beroep instellen bij de Minister bij ontstentenis van een verzet, bedoeld in [artikel 8](#), § 3, of tegen de goedkeuring van de aanwijzing van een commissaris, bedoeld in [artikel 10](#).

§ 3. Het beroep moet met redenen omkleed zijn en worden ingesteld bij een ter post aangetekende brief binnen een termijn van vijftien dagen na de kennisgeving van het verzet, de weigering of de goedkeuring bedoeld in § 1 en 2, of na het verstrijken van de termijn waarbinnen de [Commissie voor het Bank, Financiering en Assurantiewezen] verzet had moeten doen. De datum van het postmerk geldt als de datum van het beroep.

§ 4. Het beroep is niet opschortend.

§ 1 en 3 gewijzigd bij art. 33 K.B. 25 maart 2003 (B.S. 31 maart 2003 (tweede uitg.)), met ingang van 1 januari 2004 (art. 47).

Artikel 10

De artikelen 38 tot 40 van de controlewet zijn van overeenkomstige toepassing op het Fonds en het Bureau.

Artikel 11

De Minister wijst bij de raad van beheer van het Bureau en het Fonds zijn vertegenwoordiger aan ; hij heeft zitting met raadgevende stem in de vergadering van de raad van beheer.

Artikel 12

Artikel 10 van de controlewet en het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen zijn van overeenkomstige toepassing op het Bureau en het Fonds.

Artikel 13

De personen die met de effectieve leiding worden belast, de zaakvoerders van het Fonds, van het Bureau en van de ondernemingen bedoeld in artikel 6, vijfde lid, moeten de vereiste professionele betrouwbaarheid en de bij hun functies passende ervaring bezitten. Artikel 90, § 2, van de controlewet is van toepassing op het Fonds en het Bureau.

HOOFDSTUK IV - Informatieopdracht van het Fonds

Artikel 14

Elke aanvraag tot kennisneming van een van de elementen, bedoeld bij Artikel 19bis-8, § 1, van de wet geschiedt bij eenvoudige brief, gericht aan het Fonds.

Deze brief bevat de naam en het adres van de aanvrager, de datum van de aanvraag en het ongeval, de plaats van het ongeval en de nummerplaat van de bij het verkeersongeval betrokken motorrijtuigen. Bij betwisting omtrent de datum van de aanvraag geldt de postdatum als de datum van de aanvraag.

Artikel 15

Het Fonds is er toe gehouden, zo spoedig mogelijk bij eenvoudige brief, gericht aan de aanvrager, de gevraagde inlichtingen mee te delen.

Artikel 16

De directie van de inschrijvingen bij het Bestuur van het Wegverkeer en Infrastructuur is er toe gehouden maandelijks de wijziging van de gegevens aan het Fonds mee te delen bedoeld bij Artikel 19bis-6, § 1, 1°, 4° en 5°, van de wet, alsmede het identificatienummer van de verzekeringsonderneming.

Artikel 17

De verzekeringsondernemingen – leden van het Fonds zijn er toe gehouden maandelijks en op de wijze die het Fonds bepaalt, de wijziging van de inlichtingen bedoeld bij artikel 19bis-6, § 1, 2°, 3° en 6°, van de wet ter beschikking te stellen van het Fonds.

HOOFDSTUK V – Vergoedingsopdracht van het Fonds

Artikel 18

Elke benadeelde persoon kan van het Fonds de vergoeding verkrijgen van de schade veroorzaakt door motorrijtuigen in de gevallen bedoeld bij artikel 19bis-11 van de wet, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels bepaald in dit hoofdstuk.

Artikel 19

Het Fonds is niet gehouden tot vergoeding van de schade veroorzaakt door motorrijtuigen bedoeld bij artikel 10 van de wet, wanneer gebruik is gemaakt van de in dat artikel geboden mogelijkheid geen verzekering aan te gaan.

Artikel 20

Wanneer ten gevolge van een ongeval de benadeelde persoon bedoeld in artikel 18 tevens gerechtigd is op prestaties bepaald in de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, is de vergoeding van het Fonds beperkt tot het bedrag van de schade dat het bedrag van de voormelde prestaties overtreft.

Het bepaalde in het vorige lid doet geen afbreuk aan het recht van terugvordering waarover de verzekeringsinstelling, krachtens artikel 136, § 2, laatste lid, van voormelde wet gecoördineerd op 14 juli 1994, ten aanzien van het Fonds beschikt.

Artikel 21

Het Fonds is niet tot vergoeding gehouden tegenover:

1°) de voor de schade aansprakelijke persoon, onverminderd de toepassing van [artikel 29bis](#) van de wet;

2°) wanneer de verzekeringsplicht niet werd nagekomen, de eigenaar, de bestuurder, de houder en de verzekeringnemer van het motorrijtuig dat de schade heeft veroorzaakt, hetzij betrokken is alsmede, indien de eigenaar of de houder van het voertuig een vennootschap, een vereniging of een instelling met rechtspersoonlijkheid is, de bestuurders, zaakvoerders of vennoten, bedoeld in [artikel 22](#), § 3, van de wet, voor wat betreft de bestuurder en de houder van het motorrijtuig dat het schadegeval heeft veroorzaakt, hetzij betrokken is, is deze uitsluiting slechts van toepassing indien zij wisten dat de verzekeringsplicht betreffende dit motorrijtuig niet werd nageleefd;

3°) de persoon die zich van het motorrijtuig dat de schade veroorzaakt heeft meester gemaakt door diefstal of geweldpleging, de heler van het motorrijtuig en de mededader of de medeplichtige van de diefstal, het geweld of de heling;

4°) in de gevallen bedoeld bij [artikel 19bis-11](#), § 1^{er}, 5°, 6° en 8°, van de wet de personen die van de vergoeding worden uitgesloten krachtens de wetgeving betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen die van toepassing is in het land waar het ongeval zich heeft voorgedaan.

Artikel 22

Het Fonds is tegenover de benadeelden niet gehouden tot vergoeding :

1°) indien zij zich er van onthouden de door het Fonds gevraagde inlichtingen te verschaffen, terwijl vaststaat dat die inlichtingen in hun bezit waren;

2°) indien zij hun vordering tegen één der aansprakelijke daders hebben laten verjaren, daarvan afstand gedaan hebben of zich er van onthouden een vordering tegen hen in te stellen indien het Fonds hen hierom verzoekt.

Artikel 23

In het geval bedoeld bij [artikel 19bis-11](#), § 1, 7°, van de wet wordt de vergoedingsverplichting van het Fonds beperkt tot de vergoeding van de schade voortvloeiend uit lichamelijke letsels.

Het Fonds vergoedt geen schade waarvan de vergoeding wordt geregeld door de [wet van 22 juli 1985 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie](#).

Voor de ongevallen die zich hebben voorgedaan buiten het Belgisch grondgebied e, waarvoor het Fonds krachtens de wet geroepen is om een schadevergoeding te betalen, wordt het bedrag van de schadevergoeding bepaald op grond van de wetgeving betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen die van toepassing is in het land waar het ongeval zich heeft voorgedaan.

§ 2 en 3 opgeheven door art 1 van het K.B. van 5 februari 2010 (B.S., 15 februari 2010)

Artikel 24

Behoudens overmacht kunnen de benadeelden alleen het Fonds aanspreken voor de vergoeding van schade, voortvloeiende uit lichamelijke letsels, indien de politie van het ongeval verwittigd werd binnen dertig dagen nadat het zich heeft voorgedaan.

Artikel 25

§ 1. Op straffe van verval van recht moeten de benadeelden binnen de termijn van vijf jaar, te rekenen vanaf de dag van het ongeval, dit laatste aan het Fonds aangeven. Evenwel treedt geen verval van recht op voor hen die het schadegeval niet hebben aangegeven binnen de gestelde termijn, maar bewijzen dat het Fonds er op een andere wijze kennis van had.

In het geval bedoeld in [artikel 19bis-11](#), § 1, 1°, van de wet, gaat deze termijn slechts in op de dag dat het bericht van faillissementsverklaring in het Belgisch Staatsblad verschijnt.

In het geval bedoeld in [artikel 19bis-11](#), § 1, 2°, van de wet, gaat die termijn in op de dag waarop de benadeelde de verzekeringsonderneming die de vergoedingen verschuldigd is, in gebreke heeft gesteld.

Wanneer uit een gerechtelijke procedure of een strafonderzoek naar behoren blijkt dat het ongeval te wijten is aan een toevallig feit, begint die termijn slechts te lopen vanaf de dag volgend op die waarop de benadeelde daarvan kennis heeft gekregen.

§ 2. De benadeelde persoon spreekt het Fonds ter uitvoering van zijn verplichtingen aan binnen een termijn van drie jaar die ingaat op de dag waarop het Fonds hem zijn beslissing in verband met de aanvraag tot schadeloosstelling of tot terugbetaling ter kennis heft gebracht.

Artikel 26

De aangifte van het ongeval, de verzoekschriften tot schadeloosstelling of terugbetaling en de kennisgeving door het Fonds van zijn beslissing met betrekking tot het verzoek tot schadeloosstelling of terugbetaling gebeuren bij een ter post aangetekende brief of door elk ander gelijkgesteld middel.

De datum van het postmerk geldt als datum van de aangifte en van de kennisgeving.

HOOFDSTUK VI – Slotbepalingen

Artikel 27

§ 1. Worden opgeheven :

1°) het [koninklijk besluit van 16 december 1981](#) houdende inwerkingstelling en uitvoering van de artikelen 79 en 80 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

2°) het koninklijk besluit van 19 februari 1997 tot uitvoering van article 80, § 6, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

§ 2. De reglementeringen bedoeld in § 1 blijven evenwel van toepassing op de ongevallen welke zich hebben voorgedaan voor de inwerkingtreding van dit besluit.

Artikel 28

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 19 januari 2003.

Artikel 29

Onze Minister van Economie, Onze Minister belast met Mobiliteit en Vervoer en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.